



Comment le gouvernement peut-il imaginer que les personnes sans papiers vont oser se signaler pour être dépistées?

Une opinion du Ciré et de 81 partenaires associatifs dont le CBCS, 20/10/2020, sur le site de La Libre Belgique.

Plusieurs milliers d'hommes, de femmes et d'enfants survivent en Belgique privés de titre de séjour, souvent depuis de nombreuses années. La crise sanitaire accentue encore leur précarité, ce qui rend particulièrement difficile la mise en œuvre des mesures de prévention imposées par les autorités et les met en danger. Le nouveau gouvernement s'obstine pourtant à ne pas les entendre, à n'apporter aucune solution à leur situation et à n'envisager que des mesures d'exclusion et de répression à leur rencontre.

Comment le gouvernement peut-il imaginer que les personnes sans papiers vont oser se signaler pour être dépistées?

Aux quatre coins du pays, les personnes sans papiers sont nos voisines, nos amies, les camarades de classe de nos enfants. Elles travaillent sur les chantiers de construction, dans l'Horeca, dans l'agriculture, fabriquent des masques pour nous protéger, partagent notre quotidien dans toutes les sphères de la société, parfois même sans que l'on ne sache qu'elles sont « sans papiers ».

La majorité d'entre elles sont « employées » dans l'économie informelle, où salaires de misère, conditions de travail pénibles, voire dangereuses, horaires dépassant les 12 heures de labeur et absence totale de protection sont la norme. Les témoignages d'accidents de chantier qui se soldent par des décès ou des handicaps lourds, sans qu'aucune aide ni compensation ne soient accordées à la victime ou à sa famille sont nombreux... ([Lire la carte blanche dans son intégralité sur le site de La Libre](#))